DETTE PUBLIQUE
&
CRISE FINANCIÈRE

argumentaire en 11 fiches



PCF
Parti communiste français

FRONT DE GAUCHE

Les gouvernements nous ont imposé, traité après traité, loi après loi, la déréglementation de nos législations et de notre économie. Les mêmes prétendaient : « maîtriser la crise », « refonder le capitalisme », « sanctionner les patrons voyous », sans parler de « brider les pratiques spéculatives ». Ils ont totalement échoué !

Et pourtant, ils continuent.

Malgré les échecs des plans de relance et de soutien des banques à partir de leurs endettements, les États s'inscrivent dans une fuite en avant, une spirale infernale, pour sauver les intérêts des créanciers. La multiplication des plans d'austérité casse la croissance, fait chuter les recettes fiscales et contribue à augmenter plus encore la dette tout en imposant des disciplines folles, des mesures punitives : baisse des salaires, casse des services publics, restrictions tous azimuts.

Non contents que les gouvernements se plient aux lois de la finance, les marchés ont mis en place des technocrates issus de leurs rangs en Grèce et en Italie. Les deux nouveaux chefs de gouvernement sont issus de la banque Goldman-Sachs ! Le nouveau gouverneur de la BCE aussi.

Mais cela trompe de moins en moins les peuples.

Cette crise financière, l'importance de la dette publique sont le résultat de choix politiques mis en œuvre pour accroître sans cesse la part des richesses qu'accapare une minorité.

D'autres choix sont possibles pour briser la spéculation, se libérer des marchés, sortir de l'impasse de l'austérité.

Pour les forces de gauche, cela doit commencer par refuser la prétendue règle d'or et les résultats des sommets européens de juillet et octobre 2011 qui sont nocifs pour la France (ils majorent de 15 milliards la dette de la France) et pour les peuples grec, italien, espagnol…, plongés dans des cercles vicieux sans fin d'austérité et de réduction de la croissance. Cela exige de tout autre financements et un autre rôle de la BCE.

L'enjeu pour chacun d'entre nous, c'est de ne pas nous laisser imposer des choix dont nous ne voulons pas. La mobilisation, l'intervention de chacun seront déterminantes.

C'est l'ambition que se donnent les communistes avec le Front de Gauche.

cet argumentaire, non exhaustif
donne un certain nombre d'éléments
sur des questions d'actualité

1 D'OÙ VIENT LA DETTE PUBLIQUE ?

Le constat

1 200 milliards d'intérêt de dette payés depuis 1974

En France, la dette augmente depuis plus de 30 ans. De 14 % du PIB en 1974, elle est passée à 85 % en 2010, soit 1 695 milliards en septembre 2011. Avec 50 milliards, la charge de l'intérêt de la dette est le 2e poste de dépense du budget. Tous les pays développés ont connu ce phénomène, mais il est plus grave dans la zone euro, car la BCE ne soutient pas les dettes.

Un terrible manque à gagner pour la croissance et les finances publiques

1- Les États ont obligation de recourir aux marchés financiers et ne peuvent emprunter à taux zéro auprès des banques centrales.

2- Réduction des prélèvements obligatoires : pour laisser le capital financier prélever sur la richesse nationale, les gouvernements réduisent le financement des services publics et de la protection sociale.

3- Le coût de la crise : dans la zone euro, des centaines de milliards d'euros ont été injectés pour sauver les banques.

L'impasse

Les sommes injectées l'ont été sans changement des comportements des banques qui ont relancé leurs spéculations. Les marchés spéculent contre les dettes publiques et fragilisent le crédit des banques qui détiennent les titres de dette dévaluée. Le gouvernement engage des plans d'austérité sous la pression des marchés. On entre alors dans un cercle vicieux : austérité, baisse de la croissance et des recettes fiscales, relance du déficit.

2 LA SOUMISSION AUX MARCHÉS FINANCIERS

Le constat

Contre les hauts taux d'intérêt des dettes, les États doivent donner des gages de « bonne gestion » aux marchés financiers en restreignant les dépenses publiques. Fonds spéculatifs, banques et assurances peuvent emprunter jusqu'à 1,25 % auprès de la BCE pour re-prêter ensuite à des taux d'intérêt exorbitants aux États: 4,5 % pour la France, 15 % et plus pour la Grèce…

Un choix politique et économique

Depuis 1973, la France ne peut plus emprunter auprès de la Banque de France mais uniquement auprès des marchés. L'enjeu est, depuis, de mettre l'endettement de l'État au service des marchés.

Sous la pression des marchés, la spirale de la dette

Les agences de notation surveillent la « qualité » des emprunteurs et permettent d'exiger des taux d'intérêt d'autant plus hauts que les notes sont basses.

La montée de la dette et de ses intérêts pèse sur les dépenses publiques et sociales. La seule charge des intérêts de la dette coûte 50 milliards d'euros à la France par an. Elle va monter sous la pression des agences de notation.

dette de la France (% du PIB) 2009 : 56 % 2010 : 82 %

La BCE est indépendante des États. L'euro a été conçu pour favoriser les marchés financiers et non comme un levier pour favoriser une croissance sociale et durable avec un taux élevé, avec comme règle prioritaire de la BCE de s'opposer à l'inflation, au lieu de contribuer à l'essor de la croissance et de l'emploi.

3 COÛT DES CADEAUX ACCORDÉS AUX RICHES ET AUX ENTREPRISES

Le constat

Les politiques libérales n'ont de cesse que de réduire l'impôt et les prélèvements obligatoires sur les plus riches et les entreprises. Cela fait perdre des centaines de milliards aux finances publiques. Le milliardaire Waren Buffet a lui même reconnu : « *Alors que les classes pauvres et les classes moyennes se battent pour nous en Afghanistan, alors que la plupart des Américains luttent pour boucler leurs fins de mois, nous, les méga-riches, continuons de bénéficier d'exemptions fiscales extraordinaires* ».

bouclier fiscal : 2,7 milliards d'euros

Un terrible manque à gagner pour les finances publiques

En effet, les cadeaux se sont multipliés. Pour les entreprises : allègement de charges sociales, suppression de la taxe professionnelle… Pour les riches : baisse de l'ISF, bouclier fiscal…

Le manque à gagner total pour l'État est de 172 milliards d'euros par an pour les seules « niches fiscales et sociales » accordées aux entreprises, soit 67,7 % des recettes fiscales de 2011 et 1,87 fois le déficit prévu.

Dans ce total, on retrouve les exonérations de cotisations sociales patronales qui coûtent annuellement près de 30 milliards d'euros.

D'où le besoin d'endettement face aux dépenses publiques en temps de crise.

4 L'EURO AU SERVICE DES MARCHÉS FINANCIERS

Le constat

L'euro a été conçu au service des marchés financiers et de la domination des grands groupes capitalistes dans l'UE. Il s'inscrit dans une logique de concurrence pour la rentabilité financière et non de coopération au service des peuples.

L'euro utilisé pour favoriser les marchés financiers

Au nom de la lutte contre l'inflation, la BCE maintient un euro fort et s'oppose à la création monétaire susceptible de soutenir l'emploi et les salaires.

L'euro a contribué au fort endettement d'États membres malgré les limites de leurs capacités de remboursement. Cela a favorisé les exportations allemandes, la spéculation et les délocalisations. D'où une croissance insuffisante et pauvre en emplois depuis 2008. Une forte spéculation s'est développée sur les titres de dette publique débouchant sur la gravité de la crise en zone euro.

part des salaires dans la valeur ajoutée : - 15 points depuis 1980

Des réponses ont été apportées uniquement pour rassurer les marchés, en taillant dans les salaires, la protection sociale et les services publics. Cela casse la croissance, les recettes fiscales et rend encore plus difficile le remboursement.

Toutes les réponses apportées, et notamment le FESF, sont dans la logique qui consiste à emprunter toujours plus sur les marchés, à encourager leur domination sur les dépenses publiques et sociales.

5 SORTIR DE L'EURO, UNE SOLUTION À LA CRISE ?

Le constat

Les critiques émises par le PCF sur le traité de Maastricht et le TCE en 2005 étaient justifiées. La vraie question aujourd'hui est de savoir à quoi doit servir l'euro, dans chaque pays et au service de quel projet européen.

18,6 % d'inflation depuis 2002

Les dangers d'une sortie de l'euro

Si un pays quitte l'euro, cela implique une dévaluation de sa monnaie, tandis que sa dette libellée en euros explose et que les dépenses publiques et sociales doivent encore baisser.

Une réponse offensive : la transformation de l'euro

Il ne faut pas fuir la bataille pour une autre BCE et un autre euro.

Le combat d'aujourd'hui est celui pour une transformation radicale de l'Europe, avec une transformation de l'euro et pour utiliser autrement la force de la création monétaire en euros de la BCE.

L'affranchissement des marchés financiers, un autre crédit pour l'emploi et la création d'un Fonds européen pour le développement des services publics sont des objectifs primordiaux. Il faut aussi poser la question de la démocratie, celle du pouvoir des peuples et de leurs élus sur la création monétaire, face aux marchés financiers.

En outre, l'abandon de l'euro signifierait la domination sans partage du dollar, au lieu de s'appuyer sur lui pour un autre FMI et la création d'une monnaie commune mondiale émancipée du dollar pour le co-développement des peuples.

6 LIEN ENTRE AUSTÉRITÉ ET FAIBLESSE DE LA CROISSANCE

Le constat

Les États ont vu leur dette exploser. Malgré les milliards accordés en soutien aux banques, la crise financière a perduré et s'est répercutée sur l'économie réelle avec à la clé chômage, récession, baisse des recettes. Cela a creusé les déficits et encore alourdi la dette.

L'échec des politiques mises en œuvre

Les gouvernements appliquent les recettes libérales qui ont échoué dans le passé : privatiser, démanteler…

La plus grande part de la classe politique et des experts officiels tiennent le même discours : rassurer les marchés financiers, réduire les déficits…

Le problème de la crise ne serait pas les exigences des marchés financiers, mais de répondre aux exigences des créanciers. Pour résoudre la crise, il faudrait réduire les déficits et les dettes et : privatiser, précariser, réduire les budgets sociaux et publics. Mais cela déprime la demande, donc la croissance, donc les recettes fiscales et cela affaiblit encore plus l'activité.

croissance grecque :
2009 : - 2,0 %
2010 : - 4,5 %
2011 : - 3,0 %

Une telle logique permet à certains de s'enrichir, mais est vouée à l'échec, comme le dit le prix Nobel, Joseph Stiglitz : « *Renforcer l'austérité n'aura pour résultat que de ralentir la croissance de l'Europe et d'accroître ses problèmes budgétaires* ».

7 LIEN ENTRE BOURSE ET ÉCONOMIE RÉELLE

Le constat

Tous les jours, les évolutions du CAC40 sont martelées et commentées comme s'il s'agissait d'indicateurs dont la vie de tout un chacun dépendrait. C'est une manipulation visant à faire croire que l'intérêt général dépendrait de celui des profits des grandes entreprises qui ne se gênent pas pour licencier et délocaliser.

Qu'est ce que la Bourse ?

On y vend et achète des titres financiers, actions et obligations. On vise le revenu financier et spéculatif, les dividendes, mais aussi les plus-values par la revente de titres ou par des ventes de titres avant de les acheter à des prix abaissés. La santé de la Bourse est totalement différente de la santé de l'économie réelle.

170 milliards de trésor des entreprises

Les grandes entreprises non financières sont relativement indépendantes de leur cours en bourse. Elles possèdent un trésor de guerre : leur trésorerie d'exploitation a atteint en 2010 son plus haut niveau depuis 2007 avec 170 milliards d'euros.

Les banques, à l'actif principalement financier dépendant des cours boursiers, ont également des trésoreries. Elles spéculent, mais elles sont re-financées par la BCE à bas taux d'intérêt.

Les vrais perdants de la crise financière sont le monde du travail (salaires, emploi, service public) ainsi que les PME qui voient les conditions du crédit se durcir pour elles.

8 LA CRÉATION MONÉTAIRE

Le constat

La création monétaire est liée au pouvoir des banques centrales de créer de la monnaie. Elle n'est plus de nos jours limitée par l'or détenu : pour le pire, en ce moment, avec la création pour la spéculation et, demain, pour le meilleur, avec la création pour le progrès social.

Les États de la zone euro ont confié à la BCE « indépendante » le pouvoir de création monétaire au lieu d'organiser son contrôle démocratique.

Les évolutions liées à la financiarisation

Avec la crise financière, les banques refusent de se racheter entre elles les créances douteuses (dettes publiques européennes). Elles limitent leurs apports de crédit. Elles font pourtant un appel massif à la création monétaire de la BCE pour se re-financer sans aucun critère favorisant les activités utiles.

10 000 milliards circulent tous les jours sur les marchés

La création monétaire très amplifiée s'est éloignée de l'économie réelle qui ne représente plus que 4 % des transactions monétaires quotidiennes mondiales.

Les plans de rigueur pénalisent les peuples, alors que les marchés financiers continuent d'accaparer une création monétaire à faible taux d'intérêt.

9 POUR UNE DETTE PUBLIQUE LIBÉRÉE DES MARCHÉS

Arrêtons de diaboliser la dette publique

360 milliards pour les banques
35 milliards pour le grand emprunt

La dette n'est pas mauvaise en soi. Elle peut être utilisée pour accroître les dépenses publiques utiles et favoriser une croissance durable et l'emploi en entraînant un accroissement des recettes fiscales. En revanche, si on emprunte pour spéculer, délocaliser, détruire des emplois, baisser les salaires, cela freine la croissance, raréfie les recettes, ce qui creuse la dette.

Deux propositions

1- Un audit citoyen sur la dette publique. Un audit est indispensable pour déterminer la part illégitime de la dette (sauvetage des banques, des fonds spéculatifs). Ce sera l'occasion d'examiner une nécessaire restructuration de la dette afin de dégonfler la sphère financière au profit de l'économie réelle.

2- Un financement des dépenses publiques libéré des marchés financiers. Il faut remettre en cause le recours aux marchés comme mode privilégié de financement des États et instaurer un nouveau financement des dépenses publiques utiles par la création monétaire de la BCE. Cela doit absolument servir à une vigoureuse relance des dépenses sociales, pour les services publics et pour une croissance réelle et durable.

10 POUR UNE RÉFORME DE LA FISCALITÉ ET DES PRÉLÈVEMENTS OBLIGATOIRES

Augmenter et rendre plus efficaces les prélèvements obligatoires

Il faut favoriser la protection sociale, la croissance de l'emploi et des richesses réelles. La spéculation, les délocalisations doivent être pénalisées et combattues.

Quatre propositions sur les prélèvements obligatoires

1- Impôt sur les sociétés : le moduler en fonction de l'investissement réel en favorisant l'emploi et la formation, pénaliser ainsi la spéculation et le versement excessif de dividendes.

2- Créer une taxe professionnelle moderne taxant aussi les actifs financiers.

3- ISF : l'augmenter et l'élargir aux équipements des entreprises qui détruisent de l'emploi.

4- Faire cotiser les revenus financiers au même taux que les salaires pour la protection sociale et les retraites.

Contrôler et utiliser autrement les prélèvements obligatoires

1- Organiser une évaluation et un contrôle démocratique de l'affectation et de l'efficacité de la dépense publique.

2- Réforme du calcul des cotisations sociales pour favoriser l'emploi, la formation, les salaires en pénalisant les entreprises qui s'attaquent à l'emploi et aux rémunérations des salariés.

30 milliards d'exonération de charges patronales en 2010

3- Utiliser les exonérations de cotisations sociales patronales pour alimenter un Fonds national de sécurisation de l'emploi et de la formation.

4- Taxer les banques et les transactions financières, par la mise en place d'une taxe Tobin suffisamment élevée.

11 POUR UNE AUTRE UTILISATION DE L'EURO DE LA BCE, DU CRÉDIT, DES DETTES PUBLIQUES

Utiliser l'Euro et la création monétaire de la BCE autrement

- Réorienter la politique monétaire de la BCE sous le contrôle des parlements nationaux et européen pour favoriser une croissance fondée sur le progrès social dans chaque pays.
- Créer un Fonds social et écologique pour le développement européen répartissant les fonds démocratiquement entre les pays, selon leurs besoins, pour développer les services publics et une croissance sociale nouvelle à partir d'une prise de titres de dette publique par la BCE.
- Dénoncer le pacte de stabilité, rejeter le pacte euro +.

Redonner une pleine utilité à la création monétaire et au crédit

- Redonner aux banques centrales la possibilité de financer directement les États.
- Différentier les taux d'intérêt selon l'utilité sociale de l'activité à financer.
- Séparer les banques de dépôt des banques d'investissement.
- Organiser une maîtrise publique et sociale du système bancaire et d'assurance.
- Contrôler la circulation des capitaux.

GLOSSAIRE

BCE : Banque centrale européenne.

CAC40 : indice mesurant l'évolution, au jour le jour, du cours des 40 principales sociétés cotées à la Bourse de Paris.

Dette publique : c'est la dette de l'État + celle des collectivités locales + celle de la sécurité sociale. Elle s'élève à 1 690 milliards d'euros en septembre 2011.

Dumping fiscal, social, salarial : fixer les impôts, les charges sociales, les salaires à des niveaux plus bas que les voisins pour concurrencer leurs productions.

FESF : Fonds de européen de stabilité financière. Il disposera de la garantie des États de la zone euro, tout particulièrement de l'Allemagne et de la France, ce qui lui permettra d'emprunter jusqu'à 1 000 milliards d'euros sur les marchés financiers et de re-prêter aux États en difficulté avec des conditions punitives d'austérité.

ISF : impôt de solidarité sur la fortune.

PIB : produit intérieur brut, il mesure le niveau de production d'un pays en produits et services.

Taxe Tobin : taxe, éventuellement, de 0,05 % sur les transactions financières internationales.

TCE : Traité constitutionnel européen, rejeté par référendum en 2005.

POUR ALLER PLUS LOIN

- L'argumentaire détaillé sur la crise
  http://www.pcf.fr/12338
- La vidéo : *La crise, on leur fait un dessin ?*
  http://www.pcf.fr/14111

- *Les banques et la BCE au cœur de la bataille des peuples*, Paul Boccara, in Économie et Politique (686-687), septembre-octobre 2011, pp. 2-3
- *Nous pensons que d'autres politiques économiques sont possibles*, Économistes atterrés
  http://atterres.org
- *L'Humain d'abord*, Librio